

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**NUMERO SPECIAL**Matahiti 171
N° 104 - Numera Taac**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 19
no Titema 2022

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2022-44 du 19 décembre 2022 relative aux conditions d'encadrement des prix de certains produits ou services et portant modification de la partie législative du livre 1er du code de la concurrence.....

8304

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2022-1572 du 15 décembre 2022 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française.....

8311

Décision du Conseil d'Etat n° 466687 du 9 décembre 2022.....

8312

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

LOI DU PAYS n° 2022-44 du 19 décembre 2022 relative aux conditions d'encadrement des prix de certains produits ou services et portant modification de la partie législative du livre Ier du code de la concurrence

NOR : DAE2122661LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

L'assemblée de la Polynésie française a adopté ;

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er.— L'article LP. 100-2 du code de la concurrence est remplacé par les dispositions suivantes :

“Art. LP. 100-2.— Définition.- Au sens du présent livre, on entend par “biens produits ou fabriqués localement” :

I - Les biens produits en Polynésie française ou résultant d'un processus de transformation suffisant de matières premières, matériaux ou produits semi-ouvrés mis en œuvre par une entreprise qui remplit les trois conditions cumulatives suivantes :

- 1° Dont l'activité principale ou secondaire relève de la classification NAF 01 à 32 ;
- 2° Inscrite en Polynésie française au répertoire territorial des entreprises ;
- 3° Ayant en Polynésie française son siège social ou un établissement stable dans lequel est réalisé le processus de transformation.

II - Ne constituent pas des processus de transformation suffisants au sens du I :

- 1° Les manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des produits pendant leur transport et leur stockage, ainsi que les opérations de décongélation ;

- 2° Les opérations de dépoussiérage, de criblage, de triage, de classement, d'assortiment, y compris la composition de jeux de marchandises, de lavage, de peinture et de découpage ;
- 3° Les divisions et réunions de colis et changements d'emballages ;
- 4° La mise en bouteilles, en flacons, en canettes, en sacs, en étuis, en boîtes, sur planchettes, ainsi que toutes autres opérations de reconditionnement notamment, après avoir divisé ou rassemblé des produits importés autrement ;
- 5° L'apposition, sur les produits eux-mêmes ou sur leurs emballages, de marques, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires ;
- 6° La réunion de parties d'articles en vue de constituer un article complet ;
- 7° Le cumul de plusieurs opérations figurant aux 1° à 6°.”.

Art. LP. 2.— Après l'article LP. 100-2, est inséré un Titre Ier intitulé “De la liberté des prix” qui contient les chapitres et articles qui suivent :

“TITRE Ier - DE LA LIBERTE DES PRIX

CHAPITRE LIMINAIRE - PRINCIPE DE LIBERTE DES PRIX

Art. LP. 110-1.— Liberté des prix. - Sauf dans les cas où la loi du pays en dispose autrement, les prix des biens, produits et services marchands sont librement déterminés par le jeu de la concurrence.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le conseil des ministres, après avis de l'Autorité polynésienne de la concurrence rendu dans les conditions prévues par l'article LP. 620-2 du présent code, réglemente les prix, [déclaré illégal par décision du Conseil d'Etat n° 466687 du 9 décembre 2022] dans les secteurs ou les zones où la concurrence par les prix est limitée en raison de situations de monopole ou d'oligopole, de difficultés durables d'approvisionnement ou de sous-équipement commercial.

Le conseil des ministres peut également prendre des mesures temporaires contre des risques de hausse ou de baisse excessives de prix, dont la durée ne peut excéder six mois non renouvelables, motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé.

Art. LP. 110-2.— Dérégulations. - Par dérogation à l'article LP. 110-1, peuvent être réglementés, dans les conditions prévues au présent titre, par arrêté pris en conseil des ministres, en tenant compte de leur impact sur le budget des ménages ou sur le développement économique de la Polynésie française ou sur la correction des disparités liées à l'éloignement des archipels, les prix maximaux de vente :

- 1° Des produits ou services de première nécessité ;
- 2° Des produits ou services de grande consommation ;
- 3° Des produits ou services nécessaires au développement économique et social de la Polynésie française définis au chapitre II du présent titre.

Art. LP. 110-3.— De la liberté encadrée. - Par dérogation à l'article LP. 110-1, le conseil des ministres peut instaurer un régime de liberté encadrée sur des biens ou services soumettant l'évolution des prix de ces biens ou services au respect d'une formule de calcul définie ou à une homologation administrative, lorsque cette mesure est nécessaire à la protection du pouvoir d'achat des usagers ou au développement économique de la Polynésie française ou à la correction des disparités liées à l'éloignement des archipels.

Art. LP. 110-4.— Des accords de modération. - Par dérogation à l'article LP. 110-1 et aux dispositions du présent titre, un accord de modération des prix peut être signé entre la Polynésie française et une organisation professionnelle ou un groupe d'entreprises représentant une branche ou un secteur d'activité. Les entreprises qui ne sont pas membres de l'organisation professionnelle ou du groupe d'entreprises signataires peuvent prendre l'engagement de respecter l'accord de modération : cet engagement est annexé à l'accord. Les modalités et la durée de l'accord de modération sont précisées dans ce dernier. Sans préjudice des sanctions prévues par la réglementation en vigueur, le non-respect de tout ou partie de cet accord de modération par l'entreprise, le groupe d'entreprise ou l'organisation professionnelle signataire lui fait perdre, de plein droit, le bénéfice de cet accord.

Art. LP. 110-5.— De l'observation des prix – I. Il est créé une application internet dédiée dont l'objet est de diffuser auprès des consommateurs le prix des produits alimentaires et non alimentaires commercialisés en Polynésie française. Cette application est alimentée par une base de données dont les spécifications seront définies par un arrêté en conseil des ministres.

II. Les commerces de détail à dominante alimentaire dont la surface de vente est ou devient supérieure ou égale à 300 mètres carrés ont l'obligation de renseigner la base de données des dénominations précises et prix des produits alimentaires et non alimentaires qu'ils commercialisent. Le

conseil des ministres arrête les modalités et la périodicité de cette obligation et définit les produits ou catégories de produits concernés.

III. Est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 100 000 F CFP pour une personne physique et 600 000 F CFP pour une personne morale, par produit concerné par l'obligation visée au II, le fait de ne pas renseigner la base de données de la dénomination précise ou du prix du produit ou de vendre ou de proposer à la vente un produit à un prix ou sous une dénomination précise, différents du prix ou de la dénomination précise renseignés dans la base de données.

CHAPITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRODUITS OU SERVICES DE PREMIERE NECESSITE ET AUX PRODUITS OU SERVICES DE GRANDE CONSOMMATION

Section 1 – Dispositions communes

Art. LP. 111-1.— Du prix maximal de vente. - Le prix maximal de vente toutes taxes comprises d'un produit ou service de première nécessité ou d'un produit ou service de grande consommation est fixé, dans les conditions prévues au présent chapitre, par le conseil des ministres selon l'une des modalités suivantes :

- 1° En valeur absolue ;
- 2° Pour des biens importés, par application au prix rendu entrepôt d'une marge maximale fixée en valeur absolue ou en valeur relative ;
- 3° Pour des biens produits ou fabriqués localement, par application au prix du fabricant ou au prix du producteur d'une marge maximale fixée en valeur absolue ou en valeur relative ;
- 4° Par l'instauration d'un régime de prix spécifique en vue notamment de fixer le prix maximal de vente à tout ou partie des étapes de la commercialisation ou de tenir compte des spécificités liées au produit ou au service dont le prix maximal est réglementé.

Lorsque le produit est soumis à taxation, le conseil des ministres arrête les droits et taxes qui sont intégrés dans le calcul du prix maximal de vente.

Le prix maximal de vente s'entend quelles que soient la situation géographique du lieu de vente ou les conditions de livraison. Toutefois, le prix maximal de vente peut être affecté d'un coefficient multiplicateur, défini par arrêté pris en conseil des ministres, afin de tenir compte des contraintes liées à l'éloignement géographique des archipels ou des îles de Polynésie française.

Art. LP. 111-2.— Le conseil des ministres peut prévoir, au regard de l'impact du produit sur le budget des ménages ou sur le développement économique de la Polynésie française ou sur la correction des disparités liées à l'éloignement des archipels ou des îles :

- 1° Des régimes de prix distincts entre les biens ou services produits ou fabriqués localement et les biens similaires importés ;
- 2° Des régimes de prix distincts entre les biens ou services selon les archipels ou les îles sur lesquels ils sont proposés.

Art. LP. 111-3.— Les marges et prix ainsi déterminés conservent un caractère maximal, quel que soit le nombre d'intermédiaires intervenant dans le circuit de distribution. Le partage de la marge résulte de la libre négociation entre les parties.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la marge appliquée aux biens ou services produits ou fabriqués localement se partage uniquement entre le grossiste, le détaillant et les éventuels intermédiaires ; il est interdit au producteur ou au fabricant de se réserver une part de cette marge, sauf s'il vend directement ses produits à l'utilisateur final.

Art. LP. 111-4.— Les dispositions du présent chapitre s'appliquent produit par produit.

Les professionnels sont tenus de commercialiser les produits dont le prix maximal est réglementé suivant l'ordre de leur arrivée à leur entrepôt.

Sont interdites, pour les produits dont le prix maximal est réglementé :

- 1° La pratique d'un prix moyen ;
- 2° Toute réévaluation des produits détenus en stock.

Art. LP. 111-5.— I. Le fabricant local ou le producteur local d'un produit dont le prix maximal est réglementé est tenu, avant toute transaction, d'établir le prix du fabricant ou le prix du producteur.

Le prix du producteur ou le prix du fabricant est librement déterminé par le fabricant ou le producteur du bien concerné, à partir du coût de revient augmenté d'une marge.

Sans préjudice de la faculté pour le fabricant local ou le producteur local de pratiquer des remises et des réductions commerciales dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, le prix du fabricant ou le prix du producteur est déterminé par unité de vente au détail. Il est interdit de pratiquer des prix du fabricant ou des prix du producteur différents en fonction des volumes de vente ou du client.

II. Par dérogation aux dispositions du I, le conseil des ministres peut fixer, pour un produit ou une catégorie de produits, les modalités de calcul du prix du fabricant ou du prix du producteur :

- 1° En cas de faiblesse de l'intensité concurrentielle au stade de la fabrication ou de la production, après avis de l'Autorité polynésienne de la concurrence rendu dans les conditions prévues par l'article LP. 620-2 du présent code ;

- 2° [déclaré illégal par décision du Conseil d'Etat n° 466687 du 9 décembre 2022] ;
- 3° En cas de risque de hausse du prix du fabricant ou du prix du producteur en raison :
 - a) D'une crise économique générale ou sectorielle ;
 - b) D'une calamité publique ou de crise sanitaire, pour les produits nécessaires à lutter contre les effets ou l'amplification de la calamité publique ou de la crise sanitaire.

III. Lorsque les modalités de calcul du prix du fabricant ou du prix du producteur sont fixées en application des 2° et 3° du II, la mesure ne peut excéder douze mois. Elle peut être renouvelée après avis de l'Autorité polynésienne de la concurrence, rendu avant chaque renouvellement et dans les conditions prévues à l'article LP. 620-2 du présent code. Lorsque la mesure est prise en application du 3° du II, elle ne peut pas être renouvelée au-delà de la fin de la crise ou de la calamité.

Art. LP 111-6.— L'importateur d'un produit dont le prix maximal est réglementé est tenu, avant toute transaction, d'établir le prix rendu entrepôt du produit importé.

Le prix rendu entrepôt est déterminé par unité de vente au détail. Il est interdit de pratiquer des prix rendus entrepôt moyens sur plusieurs arrivages ou sur plusieurs lots ayant des valeurs "coûts, assurance, fret" (CAF) distinctes.

Le prix rendu entrepôt est déterminé dans des conditions définies par le conseil des ministres, tenant compte de la valeur CAF du produit, des frais de débarquement et de manutention ainsi que des opérations de transit et de dédouanement.

Le cours à prendre en compte, pour la conversion en monnaie locale du prix CAF, est celui publié et retenu par le service des douanes pour la détermination de la valeur en douane du produit, au jour de son importation.

La conversion en monnaie locale de la valeur CAF peut également s'effectuer soit sur la base des cours bancaires à la date d'arrivée du produit dans le territoire soit conformément au taux de change réellement supporté par l'importateur dans la mesure où le règlement intervient dans un délai qui n'excède pas huit jours par rapport à cette date d'arrivée.

Art. LP. 111-7.— Le conseil des ministres peut fixer les conditions dans lesquelles le prix maximal de vente d'un produit issu d'une opération visant à sa commercialisation, tel qu'un reconditionnement, est déterminé, lorsque le produit final est réalisé à partir d'un produit dont le prix maximal n'est pas réglementé ou relève d'un autre régime de prix.

Si le produit final résulte d'une opération visant à sa commercialisation réalisée à partir d'un produit qui relève du même régime de prix, le prix maximal de vente ainsi créé se calcule selon les modalités applicables au conditionnement final, quelles que soient les opérations réalisées par l'importateur, le grossiste ou le détaillant.

Si le produit final est vendu en vrac, le prix maximal de vente se calcule selon les modalités applicables au poids effectivement vendu.

Art. LP. 111-8.— Lorsque le conseil des ministres décide, en application du 1° de l'article LP. 111-2, d'un régime de prix maximal réglementé applicable aux seuls biens produits ou fabriqués localement, l'importateur d'un bien importé similaire est tenu de déterminer le prix rendu entrepôt dans les conditions prévues à l'article LP. 111-6.

La marge de commercialisation du bien importé similaire ne peut, en aucun cas, et quel que soit le nombre d'intermédiaires, être supérieure à la marge maximale fixée réglementairement applicable au bien produit ou fabriqué localement.

La marge de commercialisation du bien importé similaire se calcule, hors taxe, sur la base du prix rendu entrepôt défini à l'article LP. 111-6 et déterminé par l'importateur.

Art. LP. 111-9.— Le responsable de la première mise sur le marché d'un produit dont le prix maximal est réglementé a l'obligation de détenir, pendant trois ans, le décompte d'établissement justifié du prix maximal de vente indiqué sur ses factures, précisant le calcul des différents éléments composants le prix maximal de vente.

La même obligation pèse sur le responsable de la première mise sur le marché d'un bien importé similaire visé à l'article LP. 111-8.

Ces éléments doivent être remis, à première demande, aux agents du service en charge de l'application des dispositions du présent titre.

Les agents du service en charge de l'application du présent titre peuvent également solliciter la communication de tout document permettant de déterminer la structure des prix des produits commercialisés en Polynésie française dont le prix maximal n'est pas réglementé.

Art. LP. 111-10.— Le prix maximal de vente est calculé par le responsable de la première mise sur le marché du produit concerné et reporté sur toutes factures et, le cas échéant, sur tous bons de livraison destinés à un professionnel, y compris les factures émises par les grossistes et les détaillants, conformément aux dispositions applicables en matière de facturation.

Lorsque le bien vendu ou la prestation fournie est soumis à un accord de modération en application de l'article LP. 110-4 le prix maximal de vente tient compte des dispositions prévues par l'accord de modération.

Tout vendeur ou intermédiaire de la vente est tenu de pratiquer un prix inférieur ou égal au prix maximal de vente indiqué sur la facture ou, le cas échéant, sur le bon de livraison, sauf s'il est en mesure de prouver que ce prix n'est pas conforme à la réglementation.

Art. LP. 111-11.— Tout professionnel peut demander à l'autorité administrative compétente de prendre formellement position sur le régime de prix applicable au produit ou la prestation qu'il souhaite importer ou commercialiser.

L'autorité administrative compétente prend formellement position sur cette demande dans un délai fixé par arrêté en conseil des ministres.

La position prise par l'autorité administrative compétente est opposable aux services administratifs et établissements publics de la Polynésie française. Elle prend fin :

- 1° Soit à la date à laquelle la situation du produit ou de la prestation ou du professionnel n'est plus identique à celle présentée dans la demande ;
- 2° Soit à la date à laquelle est intervenue une modification dans la réglementation applicable de nature à affecter la validité de la prise de position ;
- 3° Soit à compter du jour où l'autorité administrative compétente notifie au professionnel la modification de son appréciation. Cette notification fait l'objet d'une information préalable du professionnel intervenue dans les conditions définies par un arrêté pris en conseil des ministres.

Art. LP. 111-12.— Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à toute vente ou mise en vente de produit et à toute offre et toute réalisation de prestation de service, y compris les ventes ou mises en vente ou les prestations réalisées par l'intermédiaire d'un tiers ou par les navires qui exercent une activité commerciale dans le cadre de la desserte maritime interinsulaire ainsi que les ventes ou mises en vente réalisées par les prestataires de service, en marge de leur activité principale.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les dispositions du présent chapitre et de ses textes d'application ne sont pas applicables :

- 1° Aux biens ou prestations vendus dans le cadre d'un marché public ;
- 2° Aux produits exportés ;
- 3° Aux biens d'occasion ;
- 4° Aux produits et services prévus au chapitre II du présent titre ainsi qu'aux produits et services soumis à un régime de prix particulier en application d'une loi du pays.

Section 2 - Les produits ou services de première nécessité

Art. LP. 111-13.— Les produits ou services de première nécessité sont les produits ou services nécessaires à la vie courante des ménages et/ou à la santé des personnes et/ou à la lutte contre une calamité naturelle.

Le conseil des ministres arrête la liste de ces produits ou services en tenant compte également, le cas échéant, de leur impact sur l'environnement ou sur la santé publique. Les habitudes de consommation des ménages et les contraintes liées aux conditions de transport et de conservation dans les archipels ou les îles peuvent aussi être prises en compte dans l'appréciation de ces critères.

Le conseil des ministres précise l'unité de vente ou le conditionnement des produits de première nécessité, en tenant compte du fait que ces produits doivent être destinés à la consommation des ménages. Il peut également en préciser les caractéristiques de qualité, de composition ou d'origine.

Art. LP. 111-14.— Les produits et services de première nécessité bénéficient d'une exonération de droits et taxes dans les conditions prévues par les dispositions fiscales et douanières.

Lorsque, du fait d'une évolution réglementaire, un produit a été importé sous un régime de prix soumis à taxation puis commercialisé en tant que produit de première nécessité bénéficiant d'une exonération de droits et taxes, le prix maximal de vente est majoré des droits et taxes effectivement supportés par l'importateur et/ou tout intermédiaire de la vente avant l'entrée en vigueur de l'exonération concernée. Cette disposition ne s'applique pas aux produits qui ont été importés sous un régime de prix libre en raison d'une erreur ou d'une omission dans la déclaration à l'importation.

Pour l'application du présent article, on entend par "droits et taxes effectivement supportés" les droits et/ou taxes payés par l'importateur et/ou tout intermédiaire de la vente qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure de déduction en application de la réglementation fiscale ou douanière en vigueur.

Art. LP. 111-15.— Sans préjudice des dispositions réglementaires générales en matière d'affichage des prix, les produits ou services de première nécessité font l'objet de mesures spécifiques de publicité des prix :

- 1° Soit par le biais de supports de couleur rouge ;
- 2° Soit par l'inscription des prix en rouge ;
- 3° Soit par la présence d'un affichage en rouge des lettres "PPN" à proximité immédiate du prix ;
- 4° Soit par tout autre dispositif préalablement validé par l'autorité administrative compétente.

L'utilisation des mesures spécifiques de publicité prévues aux points 1° à 3° ci-dessus est interdite lorsque le produit ou le service concerné n'est pas un produit de première nécessité. L'utilisation de la mesure spécifique prévue au 4° est également interdite pour ces mêmes produits ou services si le dispositif validé par l'autorité administrative compétente a été rendu public.

Section 3 - Les produits ou services de grande consommation

Art. LP. 111-16.— Les produits ou services de grande consommation sont les produits ou services, définis par le conseil des ministres, habituellement utilisés dans la vie courante et destinés aux ménages.

Le conseil des ministres arrête la liste de ces produits ou services en tenant compte également, le cas échéant, de leur impact sur l'environnement ou sur la santé publique. Les habitudes de consommation des ménages et les contraintes

liées aux conditions de transport et de conservation dans les îles et atolls isolés peuvent aussi être pris en compte dans l'appréciation de ces critères.

Le conseil des ministres précise l'unité de vente ou le conditionnement des produits de grande consommation, en tenant compte du fait que ces produits doivent être destinés à la consommation des ménages. Il peut également en préciser les caractéristiques de qualité, de composition ou d'origine.

Art. LP. 111-17.— Les produits et services de grande consommation peuvent bénéficier d'une exonération de taxes dans les conditions prévues par les dispositions fiscales et douanières.

Lorsque, du fait d'une évolution réglementaire, un produit a été importé sous un régime de prix soumis à taxation puis commercialisé en tant que produit de grande consommation bénéficiant d'une exonération de taxes, le prix maximal de vente est majoré des taxes effectivement supportées par l'importateur et/ou tout intermédiaire de la vente avant l'entrée en vigueur de l'exonération concernée. Cette disposition ne s'applique pas aux produits qui ont été importés sous un régime de prix libre en raison d'une erreur ou d'une omission dans la déclaration de l'importateur.

Pour l'application du présent article, on entend par "taxes effectivement supportées" les taxes payées par l'importateur et/ou tout intermédiaire de la vente qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure de déduction en application de la réglementation fiscale en vigueur.

CHAPITRE II DISPOSITIONS RELATIVES A CERTAINS PRODUITS OU SERVICES NECESSAIRES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Section 1 - Produits ou services nécessaires au développement économique et social de la Polynésie française

Art. LP. 112-1.— Le conseil des ministres peut encadrer le prix des produits ou services nécessaires au développement économique et social de la Polynésie française. Sauf disposition contraire, ces prix sont encadrés dans les conditions prévues aux articles LP. 111-1 à LP. 111-3 du présent code.

Section 2 - Dispositions spécifiques aux hydrocarbures

Art. LP. 112-2.— Le conseil des ministres fixe la liste des hydrocarbures dont le prix maximal nécessite un encadrement en raison de leur impact sur le développement économique et social de la Polynésie française.

Art. LP. 112-3.— Par dérogation aux dispositions des articles LP. 111-1 à LP. 111-3, le prix maximal de vente des produits listés en application de l'article LP. 112-2 est défini par arrêté pris en conseil des ministres sur la base des cinq composants suivants :

- 1° Valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers ;
- 2° Droits et taxes, calculés par référence à la valeur CAF barème tels qu'ils résultent de la réglementation en vigueur ;
- 3° Montant de stabilisation fixé par arrêté pris en conseil des ministres conformément à la réglementation en vigueur ;
- 4° Rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières ;
- 5° Marge.

Le conseil des ministres peut fixer des prix maximaux de vente différents pour chacun des produits listés en application de l'article LP. 112-2 en fonction de la qualité de l'utilisateur final.

Art. LP. 112-4.— Les valeurs ou les modalités de calcul des composants et du prix maximal prévus à l'article LP. 112-3 sont déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. LP. 112-5.— Toute société intervenant dans l'importation ou la distribution d'un hydrocarbure est tenue de fournir les éléments permettant au conseil des ministres de définir les prix maximaux de vente. Un arrêté pris en conseil des ministres précise la liste des documents dont la production est obligatoire.

En cas de défaut de production des documents obligatoires, le conseil des ministres définit le montant des composants listés à l'article LP. 112-3 au regard de leur seul impact sur le développement de la Polynésie française.

CHAPITRE III SANCTIONS

Art. LP. 113-1.— Est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 100 000 F CFP pour une personne physique et 600 000 F CFP pour une personne morale, par produit ou service, le fait de :

- 1° Vendre ou de proposer à la vente un produit ou un service dont l'évolution du prix ne respecte pas les conditions fixées par l'arrêté pris en application des articles LP. 110-1 ou LP. 110-3 ;
- 2° Vendre ou proposer à la vente un produit ou service à un prix non conforme à l'accord de modération conclu en application de l'article LP. 110-4.

Art. LP. 113-2.— Est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 100 000 F CFP pour une personne physique et 600 000 F CFP pour une personne morale, par produit ou service, le fait de :

- 1° Vendre ou proposer à la vente un produit ou service à un prix supérieur au prix maximal de vente qui résulte de l'application des dispositions du présent titre et ses arrêtés d'application ;
- 2° Pour un grossiste ou un détaillant de vendre ou proposer à la vente un produit à un prix supérieur au prix maximal de vente indiqué sur la facture communiquée par son fournisseur ;

- 3° D'établir un prix du fabricant ou un prix du producteur non conforme aux dispositions du présent titre et ses arrêtés d'application ;
- 4° D'établir un prix rendu entrepôt non conforme aux dispositions du présent titre et ses arrêtés d'application ;
- 5° Pour un fabricant ou un producteur de biens produits localement, de prendre une part de la marge maximale fixée, sauf lorsqu'il vend directement ses produits à l'utilisateur final ;
- 6° De ne pas respecter les conditions de publicité des prix des produits ou services de première nécessité définies par l'article LP. 111-15 ;
- 7° De présenter le prix d'un produit ou d'un service en violation des dispositions du dernier alinéa de l'article LP. 111-15 ;
- 8° De vendre ou de proposer à la vente un bien importé similaire à une marge supérieure à la marge maximale fixée réglementairement pour le bien produit ou fabriqué localement.

Les biens ou services soumis à un accord de modération en application de l'article LP. 110-4 ne sont pas soumis à l'interdiction prévue au 1°, lorsque ces biens ou services sont vendus par une entreprise membre de l'organisation professionnelle ou du groupe d'entreprise signataire ou par une entreprise qui s'est engagée à respecter l'accord.

Art. LP. 113-3.— Est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 500 000 F CFP pour une personne physique et 3 000 000 F CFP pour une personne morale, le fait de :

- 1° Ne pas être en mesure de justifier du prix du fabricant ou du prix du producteur d'un produit à prix maximal réglementé, lorsque celui-ci est encadré en application de l'article LP. 111-5 ;
- 2° Ne pas être en mesure de justifier du prix rendu entrepôt d'un produit à prix maximal réglementé ;
- 3° Ne pas détenir le décompte d'établissement justifié du prix maximal de vente indiqué sur la facture ou de ne pas le communiquer, à première demande, aux agents chargés du contrôle des dispositions du présent titre et de ses arrêtés d'application ;
- 4° De vendre ou de proposer à la vente des produits dont le prix maximal est réglementé en violation des dispositions de l'article LP. 111-4 ;
- 5° Ne pas communiquer les documents dont la production est obligatoire en application de l'article LP. 112-5 et de son arrêté d'application.

Art. LP. 113-4.— Est puni des peines prévues à l'article LP. 410-2 du code de commerce le fait de :

- 1° Pour le responsable de la première mise sur le marché, d'indiquer sur toute facture ou, le cas échéant, sur tout bon de livraison, destinés à un professionnel un prix maximal de vente différent du prix maximal de vente qui résulte de l'application des dispositions du présent titre et ses arrêtés d'application ;

2° Pour tout vendeur, d'indiquer sur toute facture ou, le cas échéant, sur tout bon de livraison, destinés à un professionnel un prix maximal de vente différent du prix indiqué par le responsable de la première mise sur le marché.

Art. LP. 113-5.— Les manquements aux dispositions du présent titre sont recherchés, constatés, sanctionnés et peuvent faire l'objet d'une mesure d'injonction dans les conditions prévues par la réglementation applicable en matière de recherche et de constatation des manquements administratifs à la réglementation économique et de mise en œuvre des mesures et sanctions administratives.”

Art. LP. 3.— Les dispositions de la présente loi du pays entrent en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant sa promulgation.

Art. LP. 4.— Tout commerce de détail à dominante alimentaire dont la surface de vente est supérieure ou égale à 300 mètres carrés, en activité à l'entrée en vigueur de la présente loi du pays, est tenu de déclarer sa surface de vente à l'autorité administrative compétente au plus tard le 31 décembre 2022, selon les modalités prévues par arrêté pris en conseil des ministres.

Est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 500 000 F CFP pour une personne physique et 9 000 000 F CFP pour une personne morale le fait de ne pas faire la déclaration de surface de vente prévue à l'alinéa précédent au plus tard le 31 décembre 2022.

Les manquements aux dispositions du présent article sont recherchés, constatés, sanctionnés et peuvent faire l'objet d'une mesure d'injonction dans les conditions prévues par la réglementation applicable en matière de recherche et de constatation des manquements administratifs à la réglementation économique et de mise en œuvre des mesures et sanctions administratives.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 19 décembre 2022.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des finances,
de l'économie,*
Yvonnick RAFFIN.

Travaux préparatoires :

- avis n° 98 CESEC du 29 mars 2022 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- avis n° 2022-A0-01 du 30 mars 2022 de l'Autorité polynésienne de la concurrence ;
- arrêté n° 689 CM du 13 mai 2022 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 16 juin 2022 ;
- rapport n° 59-2022 du 17 juin 2022 de M. Antonio Perez et Mme Tepuaraarii Teriitahi, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 7 juillet 2022 ; texte adopté n° 2022-15 LP/APF du 7 juillet 2022 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 56 du 15 juillet 2022 ;
- décision n° 466687 du 9 décembre 2022 du Conseil d'Etat.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****DECRET n° 2022-1572 du 15 décembre 2022 portant convocation des électeurs pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française**

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu le code électoral, notamment son livre V ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Décète :

Art. 1^{er}. – Les électeurs sont convoqués le dimanche 16 avril 2023 afin de procéder à l'élection des représentants à l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 2. – L'élection aura lieu à partir des listes électorales extraites du répertoire électoral unique et à jour des tableaux prévus aux articles R. 13 et R. 14 du code électoral, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des dispositions de l'article L. 20 du code électoral. Les demandes d'inscription sur les listes électorales, en vue de participer au scrutin, sont déposées au plus tard à la date limite fixée par les articles L. 17 et R. 5 du code électoral.

Art. 3. – Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures (heures légales locales), sous réserve de l'application éventuelle de l'article R. 208 du code électoral.

Art. 4. – Le second tour de scrutin, s'il est nécessaire d'y procéder, aura lieu selon les mêmes modalités le dimanche 30 avril 2023.

Art. 5. – Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargé des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait le 15 décembre 2022.

ÉLISABETH BORNE

Par la Première ministre :

*Le ministre de l'intérieur
et des outre-mer,*

GÉRALD DARMANIN

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur
et des outre-mer, chargé des outre-mer,*

JEAN-FRANÇOIS CARENCO

DECISION du Conseil d'Etat n° 466687 du 9 décembre 2022

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux
(Section du contentieux, 10^{ème} et 9^{ème} chambres réunies)

Sur le rapport de la 10^{ème} chambre
de la Section du contentieux

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 15 août et 6 octobre 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la Fédération générale du commerce de la Polynésie française demande au Conseil d'Etat :

1°) de déclarer la « loi du pays » n° 2022-15 LP/APF adoptée le 7 juillet 2022 par l'assemblée de la Polynésie française relative aux conditions d'encadrement des prix de certains produits ou services et portant modification de la partie législative du livre Ier du code de la concurrence publiée au Journal officiel de la Polynésie française le 15 juillet 2022 non conforme au bloc de légalité défini au III de l'article 176 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

2°) de mettre à la charge de la Polynésie française la somme de 5 000 euros à lui verser au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- les 2^e et 3^e alinéas de l'article LP. 110-1 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, portent une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre, méconnaissent le principe de sécurité juridique et sont entachés d'incompétence négative ;

- les articles LP. 110-2 à LP. 113-5 du code de la concurrence, créés par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, méconnaissent le principe de sécurité juridique, sont entachés d'incompétence négative et portent à la liberté d'entreprendre une atteinte disproportionnée ;

- l'article LP. 110-5 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, porte une atteinte injustifiée à la liberté d'entreprendre ;

- l'article LP. 111-5 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, porte une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre et méconnaît le principe de sécurité juridique ;

- l'article LP. 111-9 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, porte atteinte à la liberté d'entreprendre ;

- les articles LP. 113-1 à LP. 113-4 du code de la concurrence, créés par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, méconnaissent le principe de proportionnalité et d'individualisation des peines qui découle de l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la séparation des pouvoirs et n'apportent aucune garantie de procédure.

Par deux mémoires en défense, enregistrés les 21 septembre et 14 octobre 2022, la Polynésie française conclut au rejet de la requête. Elle soutient que les moyens soulevés par la requérante ne sont pas fondés.

La requête a été communiquée à l'assemblée de la Polynésie française qui s'en rapporte aux écritures de la Polynésie française.

En application des dispositions de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, les parties ont été informées que la décision du Conseil d'Etat était susceptible d'être fondée sur le moyen, relevé d'office, tiré de la tardiveté des conclusions de la requête de la Fédération générale du commerce de la Polynésie française tendant à la déclaration d'illégalité du deuxième alinéa de l'article LP. 110-1 du code de la concurrence de la Polynésie française introduit par l'article LP 2 de la "loi du pays" contestée qui est purement confirmatif du deuxième alinéa de l'article LP. 100-2 de ce code auquel l'article LP. 110-1 a vocation à se substituer.

Par un mémoire, enregistré le 22 novembre 2022, la Fédération générale du commerce de la Polynésie française maintient ses conclusions par les mêmes moyens et soutient, en outre, que le moyen susceptible d'être relevé d'office n'est pas fondé.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- la Constitution, notamment son Préambule et son article 74 ;
- la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 ;
- la « loi du pays » n°2021-42 du 7 septembre 2021 ;
- le code de commerce de la Polynésie française ;
- le code de la concurrence de la Polynésie française ;
- le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de Mme Isabelle Lemesle, conseillère d'Etat,
- les conclusions de M. Laurent Domingo, rapporteur public ;

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes du premier alinéa du III de l'article 176 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française : « *Le Conseil d'Etat se prononce sur la conformité des actes prévus à l'article 140 dénommés « lois du pays » au regard de la Constitution, des lois organiques, des engagements internationaux et des principes généraux du droit. Il se prononce sur l'ensemble des moyens de la requête qu'il estime susceptibles de fonder l'annulation, en l'état du dossier (...)* ». Selon le deuxième alinéa de l'article 177 de la même loi : « *(...) Si le Conseil d'Etat décide qu'un acte prévu à l'article 140 dénommé « loi du pays » contient une disposition contraire à la Constitution, aux lois organiques ou aux engagements internationaux, ou aux principes généraux du droit, sans constater en même temps que cette disposition est inséparable de l'acte, seule cette dernière disposition ne peut être promulguée* ».

2. La Fédération générale du commerce de la Polynésie française défère au Conseil d'Etat, sur le fondement des dispositions de l'article 176 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française, cité au point 1, la « loi du pays » adoptée le 7 juillet 2022 par l'assemblée de la Polynésie française, en application de l'article 140 de la même loi organique, cité au point 1, relative aux conditions d'encadrement des prix de certains produits ou services et portant modification de la partie législative du livre Ier du code de la concurrence, publiée au Journal officiel de la Polynésie française le 15 juillet 2022.

Sur la légalité de la « loi du pays » contestée :

3. Aux termes de l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 : « (...) *La loi détermine les principes fondamentaux : (...) / - (...) des obligations civiles et commerciales (...)* ». Selon l'article 140 de la loi organique du 27 février 2004 susmentionnée : « *Les actes de l'assemblée de la Polynésie française, dénommés " lois du pays ", sur lesquels le Conseil d'Etat exerce un contrôle juridictionnel spécifique, sont ceux qui, relevant du domaine de la loi, soit ressortissent à la compétence de la Polynésie française en application de l'article 13, soit sont pris au titre de la participation de la Polynésie française à l'exercice des compétences de l'Etat dans les conditions prévues aux articles 31 à 36* ». L'article 90 dispose que : « *Sous réserve du domaine des actes prévus par l'article 140 dénommés « lois du pays », le conseil des ministres fixe les règles applicables aux matières suivantes :/ (...) 6° Prix, tarifs et commerce intérieur (...)* ».

4. Il est loisible à l'assemblée de la Polynésie française d'apporter à la liberté d'entreprendre des limitations justifiées par l'intérêt général, à la condition qu'il n'en résulte pas d'atteinte disproportionnée au regard de l'objectif poursuivi.

5. L'objectif visé par la « loi du pays » attaquée est, eu égard aux particularités économiques et géographiques de la Polynésie française et aux insuffisances de la concurrence sur de nombreux marchés, de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs, de protéger le développement économique de la Polynésie française et de réduire les disparités économiques pouvant exister entre les différentes îles de l'archipel par une réglementation des prix et des marges de certains produits et services. Un tel objectif de protection des consommateurs et de développement économique et social constitue un motif d'intérêt général.

En ce qui concerne l'article LP. 110-1 du code de la concurrence :

6. Le deuxième alinéa de l'article LP. 110-1 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, permet au conseil des ministres de réglementer de manière pérenne, après avis de l'autorité polynésienne de la concurrence, les prix « notamment dans les secteurs ou les zones où la concurrence par les prix est limitée en raison de situations de monopole ou d'oligopole, de difficultés durables d'approvisionnement ou de sous-équipement commercial ». Le troisième alinéa lui permet de prendre des mesures temporaires « contre les risques de hausse ou de baisse excessives de prix », pour une durée qui ne peut excéder six mois non renouvelables, « motivée par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé ».

7. Ces dispositions portent atteinte à la liberté d'entreprendre dès lors qu'elles permettent au conseil des ministres de plafonner les prix pratiqués par les entreprises et d'encadrer leurs marges commerciales. Par l'emploi du terme « notamment », le deuxième alinéa de l'article LP 110-1 du code de la concurrence ne fixe pas de liste limitative des cas dans lesquels les mesures pérennes de réglementation des prix peuvent être décidées par le conseil des ministres. Par suite, en l'absence de détermination du champ d'application de ces mesures, les dispositions en litige affectent la liberté d'entreprendre de manière disproportionnée par rapport à l'objectif d'intérêt général poursuivi, mentionné au point 5. En outre, faute d'apporter les précisions qui relèvent de sa compétence, l'assemblée de la Polynésie française a aussi entaché l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, dans cette mesure, d'incompétence négative. Il s'ensuit que la mention au deuxième alinéa de l'article LP. 110-1 de l'adverbe « notamment » est entachée d'illégalité. Cette disposition, qui est divisible des autres dispositions de l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée doit, dès lors, être déclarée illégale.

8. En revanche, si les dispositions du troisième alinéa de l'article LP. 110-1 du code de la concurrence autorisent le conseil des ministres à prendre des mesures temporaires, qui s'appliquent, à titre préventif, aux situations de risque de hausse ou de baisse de prix, ces mesures ne pourront être prises, sous le contrôle du juge, qu'en cas de risque avéré et imminent de hausse ou de baisse excessive de prix. Dès lors, les moyens tirés de ce que ces dispositions portent une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre, qu'elles méconnaissent le principe de sécurité juridique et qu'elles sont entachées d'incompétence négative ne peuvent qu'être écartés.

En ce qui concerne les articles LP. 110-2, LP. 111-13, LP. 111-16 et LP. 112-1 du code de la concurrence :

9. L'article LP. 110-2 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, autorise le conseil des ministres à fixer le prix maximal de vente des produits et services de première nécessité, des produits et services de grande consommation et des produits et services nécessaires au développement économique et social de la Polynésie française. L'article LP. 111-13 définit les produits et services de première nécessité comme étant « nécessaires à la vie courante des ménages et/ou à la santé des personnes et/ou à la lutte contre une calamité naturelle ». L'article LP. 111-6 définit les produits et services de grande consommation comme étant « habituellement utilisés dans la vie courante ». Dans les deux cas, la liste en est arrêtée par le conseil des ministres, en tenant compte le cas échéant de leur impact sur l'environnement ou sur la santé publique, ainsi que des habitudes de consommation des ménages et des contraintes de transport et de conservation dans les îles et atolls isolés. Il peut préciser les caractéristiques de qualité, de composition ou d'origine. L'article LP. 112-1 autorise le conseil des ministres à encadrer le prix des produits ou services « nécessaires au développement économique et social de la Polynésie française ».

10. S'il appartient au conseil des ministres de déterminer la liste des produits et services qui peuvent faire l'objet de prix maximaux de vente, les trois catégories de produits et services qui sont concernés sont définies de façon suffisamment précise par les dispositions des articles LP. 111-13, LP. 111-16 et LP. 112-1. Par ailleurs, pour la fixation des prix maximaux de vente, le conseil des ministres doit tenir compte de trois critères alternatifs tirés de l'impact des produits et services concernés sur le budget des ménages, nécessaires au développement économique de la Polynésie française et de la correction des disparités liées à l'éloignement des archipels. Il s'ensuit que cette réglementation des prix maximaux de certains produits ne porte pas une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre et les dispositions qui la régissent ne méconnaissent pas le principe de sécurité juridique, pas plus qu'elles ne sont entachées d'incompétence négative.

En ce qui concerne l'article LP. 111-1 du code de la concurrence :

11. L'article L. 111-1 du code de commerce, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, prévoit que le conseil des ministres fixe le prix maximal des produits et services de première nécessité et des produits et services de grande consommation en valeur absolue, par application au prix de revient d'entrepôt d'une marge maximale en valeur absolue ou relative pour les produits importés, par application au prix du fabricant d'une marge maximale en valeur absolue ou relative pour les produits locaux, ou par l'instauration d'un régime de prix spécifique.

12. Ces dispositions qui se bornent à préciser les quatre modalités selon lesquelles le prix maximal des produits et services de première nécessité et des produits et services de grande consommation peut être fixé par le conseil des ministres ne portent pas, par elles-mêmes, atteinte à la liberté d'entreprendre.

En ce qui concerne l'article LP. 110-5 du code de la concurrence :

13. L'article LP. 110-5 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, crée un observatoire des prix afin de diffuser aux consommateurs le prix des produits alimentaires et non alimentaires commercialisés en Polynésie française. Cette base de données doit être renseignée par les commerces de détail à dominante alimentaire dont la surface de vente est ou devient supérieure ou égale à 300 m², sous peine d'une amende administrative maximale de 100 000 FCFP pour une personne physique et 600 000 FCFP pour une personne morale, par produit concerné.

14. Dès lors qu'il appartient au conseil des ministres, sous le contrôle du juge, de veiller à ce que la périodicité et la durée de la collecte des informations n'excèdent pas les besoins de l'information des consommateurs sur les prix des produits commercialisés en Polynésie française, ces dispositions, qui poursuivent l'objectif d'intérêt général de protection des consommateurs mentionné au point 5, ne portent pas atteinte à la liberté d'entreprendre. Dans la mesure où l'observatoire des prix se borne à mettre à la disposition des consommateurs des prix librement accessibles, sa création n'est pas susceptible, en tout état de cause, de générer de distorsion de concurrence entre les différentes catégories de commerces.

Sur l'article LP. 111-5 du code de la concurrence :

15. L'article LP. 111-5 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée, pose le principe selon lequel le prix fixé par le fabricant ou le producteur local est librement déterminé à partir du coût de revient augmenté d'une marge, tout en autorisant le conseil des ministres à fixer ce prix dans trois cas : lorsque l'intensité concurrentielle est faible au stade de la fabrication ou de la production, lorsque le prix du fabricant ou du producteur subit une augmentation injustifiée et lorsqu'il y a un risque de hausse de ce prix en raison d'une crise économique générale ou sectorielle ou bien de calamité publique ou de crise sanitaire s'agissant de certains produits. Dans ces deux derniers cas, la mesure ne peut excéder douze mois renouvelables, après avis de l'autorité polynésienne de la concurrence, et ne peut jamais excéder la fin de la crise ou de la calamité.

16. Ces dispositions portent atteinte à la liberté d'entreprendre dès lors qu'elles permettent au conseil des ministres d'encadrer les prix des fabricants et producteurs locaux. En tant qu'elles s'appliquent, sans autre précision, aux augmentations non justifiées de ces prix, ces dispositions, dont le champ d'application n'est pas suffisamment précis, affectent la liberté d'entreprendre de manière disproportionnée par rapport à l'objectif d'intérêt général poursuivi mentionné au point 5. En outre, faute d'apporter ces précisions qui relèvent de sa compétence, l'assemblée de la Polynésie française a ainsi entaché l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée d'incompétence négative. Il s'ensuit que la mention au II. de l'article LP. 111-5 des mots « 2° en cas d'augmentation non justifiée du prix du fabricant ou du prix du producteur » est entachée d'illégalité. Cette disposition, qui est divisible des autres dispositions de l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée doit, dès lors, être déclarée illégale.

17. En revanche, si ces dispositions permettent aussi de réglementer le prix du fabricant ou du producteur local en cas de risque de hausse de prix résultant d'une crise économique, d'une calamité publique ou d'une crise sanitaire, le conseil des ministres ne pourra intervenir, sous le contrôle du juge, qu'en cas de risque avéré et imminent de hausse de prix et de manière adaptée, nécessaire et proportionnée à la finalité poursuivie. Dès lors, les moyens tirés de ce que ces dispositions portent une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre et qu'elles méconnaissent le principe de sécurité juridique ne peuvent qu'être écartés.

Sur l'article LP. 111-9 du code de la concurrence :

18. Le 4^e alinéa de l'article LP. 111-9 du code de la concurrence, créé par l'article LP 2 de la « loi du pays » attaquée, prévoit que les agents du service en charge de l'application du titre Ier du code de la concurrence peuvent solliciter la communication de tout document permettant de déterminer la structure des prix des produits commercialisés en Polynésie française dont le prix maximal n'est pas réglementé.

19. Ces dispositions, qui ont pour objet de contribuer à la modération des prix des produits qui ne sont pas réglementés, et qui participent à l'objectif d'intérêt général de protection du consommateur mentionné au point 5, ne portent pas atteinte à la liberté d'entreprendre, dès lors que les informations ainsi collectées ne sont destinées qu'à l'administration compétente en matière de réglementation des prix qui ne peut les rendre publiques et que le conseil des ministres doit, sous le contrôle du juge, veiller à ce que la périodicité et la durée de la collecte des informations n'excèdent pas les besoins liées à la mise en œuvre de la politique de réglementation des prix et des marges.

Sur les articles LP. 113-1 à LP. 113-4 du code de la concurrence :

20. L'article LP. 113-1 du code de la concurrence, créé par la « loi du pays » contestée, détermine le montant maximum de l'amende administrative infligée, par produit ou par service, lorsque sont méconnues les dispositions des articles LP. 110-1 à LP. 110-3 du code de la concurrence, ou les accords de modération conclus en application de l'article LP. 110-4. L'article LP. 113-2 détermine le montant maximum de l'amende administrative infligée, par produit ou par service, lorsque sont méconnues les dispositions relatives à un prix maximal réglementé, ou aux règles de publicité ou d'affichage des prix des produits et services de première nécessité ou aux marges maximales applicables aux produits importés. L'article LP.113-3 détermine le montant maximum de l'amende administrative infligée lorsque ne peut être justifié le prix maximal du fabricant ou du producteur ou le prix rendu entrepôt, ne peut être produit le décompte d'établissement, sont méconnues les dispositions de l'article LP. 111-4 ou ne sont pas produits les documents énumérés par l'article LP. 112-5. L'article LP. 113-4 énumère les manquements sanctionnés par des peines prévues par le code de commerce de la Polynésie française. L'article LP. 113-5 précise que « les manquements sont recherchés, constatés, sanctionnés et peuvent faire l'objet d'une mesure d'injonction dans les conditions prévues par la réglementation applicable en matière de recherche et de constatation des manquements administratifs à la réglementation économique et de mise en œuvre des sanctions administratives ».

21. D'une part, aucune exigence constitutionnelle n'impose que les sanctions administratives prononcées pour des manquements distincts soient soumises à une règle de non cumul. D'autre part, le cumul de ces sanctions ne fait pas obstacle à la prise en compte par l'autorité administrative, sous le contrôle du juge, de la nature des manquements, de leur gravité et de leur répétition pour déterminer le montant des sanctions, en particulier lorsqu'elles s'appliquent de manière cumulative. Dès lors, le moyen tiré de ce que le cumul des sanctions posé par les articles LP. 113-1 à LP. 113-4 du code de la concurrence serait contraire à l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et des citoyens de 1789 ne peut qu'être écarté. Enfin la circonstance que le législateur du pays ait décidé de substituer des amendes administratives aux amendes pénales ne saurait porter atteinte à la séparation des pouvoirs.

22. Le moyen tiré de ce que la « loi du pays » contestée est contraire au bloc de légalité au motif qu'elle n'instaure aucune procédure pour le prononcé des sanctions qu'elle institue, ne prévoit pas leur motivation, ni ne respecte le principe du contradictoire ne peut qu'être écarté dès lors que les conditions de la mise en œuvre des amendes administratives sont fixées par l'article LP. 10 de la « loi du pays » du 7 septembre 2021 visant à encourager l'exemplarité des pratiques économiques.

23. Il résulte de tout ce qui précède que la fédération requérante n'est fondée à demander que soient déclarés illégaux que le mot « notamment » au deuxième alinéa de l'article LP. 110-1 inséré dans le code de la concurrence par les dispositions de l'article LP 2 de la « loi du pays » contestée ainsi que, à l'article LP. 111-5 du code de la concurrence, créé par les mêmes dispositions, la mention au II : « 2°- en cas d'augmentation non justifiée du prix du fabricant ou du prix du producteur ».

24. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de la Polynésie française la somme de 2 000 euros à verser à la Fédération générale du commerce de la Polynésie française au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

D E C I D E :

Article 1^{er} : L'article LP 2 de la « loi du pays » n° 2022-15 LP/APF adoptée le 7 juillet 2022 est déclaré illégal et ne peut être promulgué dans les limites mentionnées par la présente décision.

Article 2 : La Polynésie française versera à la Fédération générale du commerce de la Polynésie française une somme de 2 000 euros, au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus de conclusions de la Fédération générale du commerce de la Polynésie française est rejeté.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à la Fédération générale du commerce de la Polynésie française, au président de la Polynésie française et au président de l'assemblée de la Polynésie française.

Copie en sera adressée au haut-commissaire de la République en Polynésie française et au ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Délibéré à l'issue de la séance du 25 novembre 2022 où siégeaient : M. Rémy Schwartz, président adjoint de la section du contentieux, président ; M. Bertrand Dacosta, Mme Anne Egerszegi, présidents de chambre ; Mme Nathalie Escaut, M. Alexandre Lallet, M. Nicolas Polge, Mme Rozen Noguellou, conseillers d'Etat ; M. David Moreau, maître des requêtes et Mme Isabelle Lemesle, conseillère d'Etat-rapporteuse.

Rendu le 9 décembre 2022.

Le président :

Signé : M. Rémy Schwartz

La rapporteure :

Signé : Mme Isabelle Lemesle

La secrétaire :

Signé : Mme Claudine Ramalahanoharana

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur et des outre-mer, en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Pour la secrétaire du contentieux, par délégation :



**SIO****SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

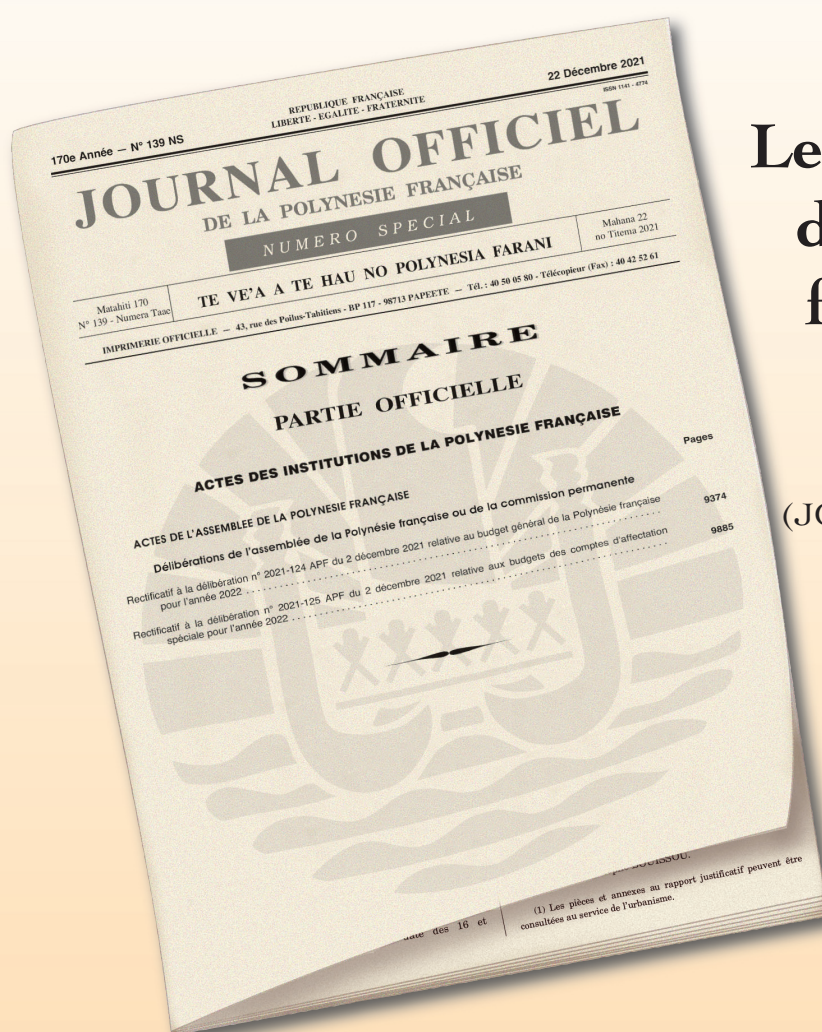
Le JOPF n° 72 NS du 9/08/2021 relatif au Rapport d'activité de la commission de contrôle budgétaire et financier pour l'année 2020



est disponible à la vente
au prix de 1.008 F CFP TTC

**SIO****SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que



Le Budget général de la Polynésie française 2022 de 592 pages

(JOPF n°139 NS du 22/12/2021)

est disponible à la vente au prix de 3.108 F CFP TTC

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Code des Impôts à jour au 1^{er} juin 2022



est disponible à la vente
au prix de 5.880 F CFP TTC